

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES
service environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société LA MESTA CHIMIE FINE

Etablissement situé 1336 route de l'Estéron à Gilette

Arrêté de mise en demeure

N° 321

Le préfet des Alpes-Maritimes

- VU** le livre I, titre VII, du code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-8 et L.172-1 ;
- VU** le livre V, titre I, du code de l'environnement, en particulier les articles L.511-1, et L.514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 12829 du 23 décembre 2005 autorisant la société LA MESTA CHIMIE FINE à exploiter une unité de fabrication de produits de synthèses chimiques dans son établissement situé à Gilette ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13710 du 16 février 2011 portant, en particulier, sur la modification des valeurs limites de rejets des effluents rejetés dans l'Estéron ainsi que la périodicité des mesures d'autosurveillance imposées à la société MESTA CHIMIE FINE dans l'arrêté d'autorisation susvisé du 23 décembre 2005 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé Nice-Sub5/KV/2017.96 du 16 octobre 2017 consécutif à l'inspection documentaire du 10 octobre 2017 des résultats du contrôle inopiné Eau effectué par la SOCOTEC du 25 juillet 2017 au 26 juillet 2017 et des réponses apportées par l'exploitant aux deux écarts identifiés, ce rapport ayant été notifié le 17 octobre 2017 à la société LA MESTA CHIMIE FINE conformément à l'article L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observation de la société LA MESTA CHIMIE FINE à la notification susvisée ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées constate dans son rapport du 16 octobre 2017 que les réponses apportées par l'exploitant ne permettent pas de lever les deux écarts aux prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés du 23 décembre 2005 (article 4.3.7) et du 16 février 2011 (article 1^{er}) ;

CONSIDERANT que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant la société MESTA CHIMIE FINE en demeure de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux précités ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes :

ARRETE

ARTICLE 1

La société LA MESTA CHIMIE FINE dont le siège social est situé 1336 route de l'Estéron - 06830 Gilette, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de son établissement implanté à la même adresse que son siège social, de respecter les prescriptions selon les détails et délais ci-après énoncés :

| | | | | | | |
|---|--|---|-------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------------|
| Arrêté préfectoral n° 12829 du 23 décembre 2005 autorisant la société LA MESTA CHIMIE FINE à exploiter une unité de fabrication de produits de synthèses chimiques dans son établissement situé à Gilette | | | | | | |
| Article | | Prescription | | | Délai | |
| 4.3.7 | | « [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30° C [...] | | | 2 mois | |
| Arrêté préfectoral complémentaire n° 13710 du 16 février 2011 | | | | | | |
| Article | | Prescription | | | Délai | |
| Article 1 ^{er} | | « Le tableau figurant à l'article 4.3.9 (Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration) de l'arrêté préfectoral n° 12829 du 23 décembre 2005 autorisant la société MESTA CHIMIE FINE à exploiter une unité de fabrication de produits de synthèses chimiques dans son établissement situé 1336 route de l'Estéron à Gilette, est remplacé par le tableau suivant : [...] | | | 2 mois | |
| | | Paramètre | Concentration maximale (mg/l) | Flux maximum kg/l) | Concentration moyenne annuelle (mg/l) | Flux moyen annuel (kg/l) |
| | | Nickel et composés | 0,5 | 0,075 | <0,05 | <0,0075 |
| | | Les valeurs limites (concentration maximale et flux maximum) fixés ci-dessus s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. » | | | | |

Les délais ci-dessus sont à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Nice :

- 1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à la société LA MESTA CHIMIE FINE,

Ampliation en sera adressée à

- M. le secrétaire général de la Préfecture,
- Mme le maire de Gilette,
- Mme la chef de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le

06 NOV. 2017

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
DTION-G 3659


Frédéric MAC KAIN